

HOLY SEE PRESS OFFICE
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLIS

BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0020

Lunedì 13.01.2003

Pubblicazione: Immediata

Sommario:

- ◆ **UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE**
- ◆ **COMUNICATO**

◆ **UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE**

Alle 11.00 di oggi, nella Sala Regia del Palazzo Apostolico Vaticano, il Santo Padre Giovanni Paolo II riceve in Udienza i Membri del Corpo Diplomatico accreditato presso la Santa Sede, per la presentazione degli auguri per il nuovo anno.

Dopo l'indirizzo augurale formulato dal Decano del Corpo Diplomatico, S.E. il Prof. Giovanni Galassi, Ambasciatore della Repubblica di San Marino presso la Santa Sede, il Papa pronuncia il discorso che riportiamo di seguito:

● **DISCORSO DEL SANTO PADRE**◦ Testo originale in lingua francese◦ Traduzione in lingua italiana◦
Traduzione in lingua inglese◦ Traduzione in lingua spagnola◦ Testo originale in lingua francese

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

1. Heureuse tradition que cette rencontre du début d'année qui me donne la joie de vous recevoir et d'embrasser en quelque sorte tous les peuples que vous représentez ! En effet, à travers vous et grâce à vous, me parviennent leurs espérances et leurs aspirations, leurs réussites et leurs échecs. Aujourd'hui, je désire former pour vos pays des vœux fervents de bonheur, de paix et de prospérité.

Au seuil de l'an nouveau, il m'est agréable aussi de vous présenter à tous mes meilleurs souhaits, alors que j'invoque sur vos personnes, sur vos familles et sur vos compatriotes l'abondance des Bénédictiones divines.

Avant de partager avec vous quelques réflexions inspirées par l'actualité du monde et de l'Église, je me dois de remercier votre Doyen, l'Ambassadeur Giovanni Galassi, pour le discours qu'il vient de m'adresser, ainsi que pour les vœux qu'il a délicatement exprimés, en votre nom à tous, pour ma personne et pour mon ministère. Veuillez tous accepter ma vive gratitude !

Monsieur l'Ambassadeur, vous avez également évoqué avec sobriété les légitimes attentes de nos contemporains, hélas trop souvent contrariées par des crises politiques, par la violence armée, par des conflits sociaux, par la pauvreté ou par des catastrophes naturelles. Jamais comme en ce début de millénaire l'homme n'a senti combien le monde qu'il a façonné est précaire.

2. Je suis personnellement impressionné par le sentiment de peur qui habite souvent le cœur de nos contemporains. Le terrorisme sournois qui peut frapper à tout instant et partout; le problème non résolu du Moyen-Orient, avec la Terre Sainte et l'Irak; les soubresauts qui perturbent l'Amérique du Sud, particulièrement l'Argentine, la Colombie et le Venezuela; les conflits qui empêchent de nombreux pays africains de se consacrer à leur développement; les maladies qui propagent la contagion et la mort; le grave problème de la faim, tout spécialement en Afrique; les conduites irresponsables qui contribuent à l'appauvrissement des ressources de la planète: ce sont autant de fléaux qui menacent la survie de l'humanité, la sérénité des personnes et la sécurité des sociétés.

3. Mais tout peut changer. Cela dépend de chacun de nous. Chacun peut développer en lui son potentiel de foi, de probité, de respect d'autrui, de dévouement au service des autres.

Cela dépend aussi, bien évidemment, des responsables politiques, appelés à servir le bien commun. Vous ne serez pas surpris que devant un parterre de diplomates j'énonce à ce sujet quelques impératifs qu'il me semble nécessaire de satisfaire si l'on veut éviter que des peuples entiers, peut-être même l'humanité, ne sombrent dans l'abîme.

D'abord, un «OUI À LA VIE» ! Respecter la vie et les vies: tout commence là puisque le plus fondamental des droits humains est bien le droit à la vie. L'avortement, l'euthanasie ou le clonage humain, par exemple, risquent de réduire la personne humaine à un simple objet: la vie et la mort sur commande en quelque sorte ! Lorsqu'elles sont dépourvues de tout critère moral, les recherches scientifiques touchant aux sources de la vie sont une négation de l'être et de la dignité de la personne. La guerre elle-même attente à la vie humaine car elle porte avec elle la souffrance et la mort. Le combat pour la paix est toujours un combat pour la vie !

Ensuite le RESPECT DU DROIT. La vie en société – en particulier la vie internationale – suppose des principes communs intangibles dont le but est de garantir la sécurité et la liberté des citoyens et des nations. Ces règles de conduite sont la base de la stabilité nationale et internationale. Aujourd'hui, les responsables politiques ont à leur disposition des textes et des institutions d'une grande pertinence. Il suffit de les mettre en pratique. Le monde serait totalement différent si l'on commençait par appliquer sincèrement les accords signés !

Enfin le DEVOIR DE SOLIDARITÉ. Dans un monde surabondamment informé mais qui paradoxalement communique si difficilement et où les conditions d'existence sont scandaleusement inégales, il est important de ne rien négliger afin que tous se sentent responsables de la croissance et du bonheur de tous. Il en va de notre avenir. Un jeune sans travail, une personne handicapée marginalisée, des personnes âgées abandonnées, des pays prisonniers de la faim et de la misère, font trop souvent que l'homme désespère et succombe à la tentation de la fermeture sur soi ou à la violence.

4. Voilà pourquoi des choix s'imposent pour que l'homme ait encore un avenir. Pour cela, les peuples de la terre et leurs dirigeants doivent avoir parfois le courage de dire «non».

«NON À LA MORT» ! C'est-à-dire non à tout ce qui attente à l'incomparable dignité de tous les êtres humains, à commencer par celle des enfants à naître. Si la vie est vraiment un trésor, il faut savoir le conserver et le faire fructifier sans le dénaturer. Non à tout ce qui affaiblit la famille, cellule fondamentale de la société. Non à tout ce qui détruit chez l'enfant le sens de l'effort, le respect de soi et de l'autre, le sens du service.

«NON À L'ÉGOÏSME» ! C'est-à-dire à tout ce qui pousse l'homme à se protéger dans le cocon d'une classe sociale privilégiée ou d'un confort culturel qui exclut autrui. La façon de vivre de ceux qui jouissent du bien-être, leur manière de consommer, doivent être revues à la lumière des répercussions sur les autres pays. Que l'on songe, par exemple, au problème de l'eau que l'Organisation des Nations unies propose à la réflexion de tous durant cette année 2003. L'égoïsme, c'est aussi l'indifférence des nations nanties par rapport aux pays laissés-pour-compte. Tous les peuples ont le droit de recevoir une part équitable des biens de ce monde et du savoir-faire des pays les plus capables. Comment ne pas penser ici, par exemple, à l'accès de tous aux médicaments génériques, nécessaire pour soutenir la lutte contre les pandémies actuelles ? Cet accès est souvent entravé hélas par des considérations économiques à court terme.

«NON À LA GUERRE» ! Elle n'est jamais une fatalité. Elle est toujours une défaite de l'humanité. Le droit international, le dialogue loyal, la solidarité entre États, l'exercice si noble de la diplomatie, sont les moyens dignes de l'homme et des nations pour résoudre leurs différends. Je dis cela en pensant à ceux qui mettent encore leur confiance dans l'arme nucléaire et aux trop nombreux conflits qui tiennent encore en otage des frères en humanité. À Noël, Bethléem nous a rappelé la crise non résolue du Moyen-Orient où deux peuples, l'israélien et le palestinien, sont appelés à vivre côte à côte, également libres et souverains, respectueux l'un de l'autre. Sans avoir à répéter ce que je vous disais l'an passé en pareille circonstance, je me contenterai d'ajouter aujourd'hui, devant l'aggravation constante de la crise moyen-orientale, que sa solution ne pourra jamais être imposée en recourant au terrorisme ou aux conflits armés, pensant que des victoires militaires peuvent être la solution. Et que dire des menaces d'une guerre qui pourrait s'abattre sur les populations d'Irak, terre des prophètes, populations déjà exténuées par plus de douze années d'embargo ? La guerre n'est jamais un moyen comme un autre que l'on peut choisir d'utiliser pour régler des différends entre nations. Comme le rappellent la Charte de l'Organisation des Nations unies et le Droit international, on ne peut s'y résoudre, même s'il s'agit d'assurer le bien commun, qu'à la dernière extrémité et selon des conditions très strictes, sans négliger les conséquences pour les populations civiles durant et après les opérations.

5. Il est donc possible de changer le cours des événements dès lors que prévalent la bonne volonté, la confiance en l'autre, la mise en œuvre des engagements pris et la coopération entre partenaires responsables. J'en donnerai deux exemples.

L'Europe d'aujourd'hui, à la fois unie et élargie. Elle a su abattre les murs qui la défiguraient. Elle s'est engagée dans l'élaboration et la construction d'une réalité capable de conjuguer unité et diversité, souveraineté nationale et action commune, progrès économique et justice sociale. Cette Europe nouvelle porte en elle les valeurs qui ont fécondé, deux millénaires durant, un art de penser et de vivre dont le monde entier a bénéficié. Parmi ces valeurs, le christianisme occupe une place de choix dans la mesure où il a donné naissance à un humanisme qui a imprégné son histoire et ses institutions. Se souvenant de ce patrimoine, le Saint-Siège et l'ensemble des Églises chrétiennes ont insisté auprès des rédacteurs du futur Traité constitutionnel de l'Union européenne afin qu'y figure une référence aux Églises et institutions religieuses. Il nous paraît en effet souhaitable que, dans le plein respect de la laïcité, trois éléments complémentaires soient reconnus : la liberté religieuse dans sa dimension non seulement individuelle et culturelle mais également sociale et corporative; l'opportunité d'un dialogue et d'une consultation structurés entre les Gouvernants et les communautés de croyants; le respect du statut juridique dont les Églises et les institutions religieuses jouissent déjà dans les États membres de l'Union. Une Europe qui désavouerait son passé, qui nierait le fait religieux et qui n'aurait aucune dimension spirituelle serait bien démunie face à l'ambitieux projet qui mobilise ses énergies : construire l'Europe de tous !

L'Afrique, elle aussi, nous donne aujourd'hui l'occasion de nous réjouir : l'Angola a commencé sa reconstruction; le Burundi a pris le chemin qui pourrait conduire à la paix et attend de la communauté internationale compréhension et aide financière; la République démocratique du Congo s'est engagée sérieusement dans un dialogue national qui devrait conduire à la démocratie. Le Soudan a également fait preuve de bonne volonté, même si le chemin vers la paix est long et ardu. On doit se féliciter sans aucun doute de tels progrès et encourager les responsables politiques à n'épargner aucun effort pour que, petit à petit, les peuples d'Afrique connaissent un début de pacification et donc de prospérité, à l'abri des luttes ethniques, de l'arbitraire et de la corruption. C'est pourquoi nous ne pouvons que déplorer les graves événements qui secouent la Côte-d'Ivoire et la République Centrafricaine, tout en invitant leurs habitants à déposer les armes, à respecter leur Constitution respective et à jeter les bases d'un dialogue national. Il sera alors aisé d'impliquer toutes les

composantes de la communauté nationale dans l'élaboration d'un projet de société où tous se retrouvent. En outre, il est bon de constater que, de plus en plus, les Africains tentent de trouver les solutions les plus adaptées à leurs problèmes, grâce à l'action de l'Union africaine et à des médiations régionales efficace.

6. Excellences, Mesdames et Messieurs, une constatation s'impose : l'indépendance des États ne peut se concevoir désormais que dans l'interdépendance. Tous sont liés dans le bien comme dans le mal. Pour cela, justement, il convient de savoir distinguer le bien du mal et de les appeler par leur nom. À leur sujet, quand le doute ou la confusion s'installent, les plus grands maux sont à redouter, comme l'histoire nous l'a maintes fois enseigné.

Pour éviter de tomber dans le chaos deux exigences me semblent s'imposer. D'abord retrouver au sein des États et entre les États la valeur primordiale de la loi naturelle, qui a inspiré jadis le droit des gens et les premiers penseurs du droit international. Même si certains remettent aujourd'hui en question sa validité, je suis convaincu que ses principes généraux et universels sont toujours capables de faire mieux percevoir l'unité du genre humain et de favoriser le perfectionnement de la conscience des gouvernants comme des gouvernés. Ensuite l'action persévérante d'hommes d'États probes et désintéressés. En effet, l'indispensable compétence professionnelle des responsables politiques ne peut être légitimée que par l'attachement à de fortes convictions éthiques. Comment pourrait-on prétendre traiter des affaires du monde sans référence à cet ensemble de principes qui sont à la base de ce « bien commun universel » dont l'encyclique *Pacem in terris* du pape Jean XXIII a si bien parlé ? Il sera toujours possible à un dirigeant logique avec ses convictions de se refuser à des situations d'injustice ou à des déviations institutionnelles, ou d'y mettre fin. Nous retrouvons là, je crois, ce que l'on appelle couramment aujourd'hui la « bonne gouvernance ». Le bien-être matériel et spirituel de l'humanité, la tutelle des libertés et des droits de la personne humaine, le service public désintéressé, la proximité avec les situations concrètes, passent avant tout programme politique et constituent une exigence éthique qui est le mieux à même d'assurer la paix intérieure des nations et la paix entre les États.

7. Il est évident que, pour un croyant, s'ajoutent à ces motivations celles que lui donne la foi en un Dieu créateur et père de tous les hommes, qui lui confie la gestion de la terre et le devoir de l'amour fraternel. C'est dire combien l'État a tout intérêt à veiller à ce que la liberté religieuse, droit naturel – c'est-à-dire à la fois individuel et social –, soit effectivement garantie à tous. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, des croyants qui se sentent respectés dans leur foi, qui voient leurs communautés juridiquement reconnues, collaboreront avec d'autant plus de conviction au projet commun de la société civile dont ils sont membres. Vous comprendrez alors que je me fasse le porte-parole de tous les chrétiens qui, de l'Asie à l'Europe, sont encore victimes de violence et d'intolérance, comme cela s'est produit tout récemment à l'occasion de la célébration de Noël. Le dialogue œcuménique entre chrétiens et les contacts respectueux avec les autres religions, en particulier avec l'Islam, sont le meilleur antidote aux dérives sectaires, au fanatisme ou au terrorisme religieux. En ce qui concerne l'Église catholique, je ne mentionnerai qu'une situation, qui est pour moi cause de grande souffrance : le sort réservé à des communautés catholiques dans la Fédération de Russie qui, depuis des mois, voient certains de leurs pasteurs empêchés de les rejoindre pour des raisons administratives. Le Saint-Siège attend des autorités gouvernementales des décisions concrètes qui mettent un terme à cette crise et qui soient conformes aux engagements internationaux souscrits par la Russie moderne et démocratique. Les catholiques russes veulent vivre comme leurs frères du reste du monde, avec la même liberté et la même dignité.

8. Excellences, Mesdames et Messieurs, nous qui sommes réunis en ce lieu, symbole de spiritualité, de dialogue et de paix, puissions-nous contribuer par notre action quotidienne à ce que tous les peuples de la terre avancent, dans la justice et la concorde, vers des situations plus heureuses et plus justes, loin de la pauvreté, de la violence et des menaces de guerre ! Veuille Dieu combler vos personnes ainsi que tous ceux que vous représentez d'abondantes bénédictions ! Bonne et heureuse Année pour tous !

[00053-03.02] [Texte original: Français]

○ Traduzione in lingua italiana

Eccellenze,
Signore e Signori,

1. Felice tradizione quella dell'odierno incontro all'inizio del nuovo anno, che mi offre la gioia di ricevervi e di abbracciare, in un certo senso, tutti i popoli che voi rappresentate! In effetti, attraverso di voi e grazie a voi, mi giungono le speranze e le aspirazioni, i successi e gli insuccessi dei vostri Paesi. Oggi, desidero formulare per i vostri Paesi fervidi voti di felicità, di pace e di prosperità.

Alla soglia del nuovo anno, mi è gradito presentare a voi tutti i miei migliori auguri, mentre invoco sulle vostre persone, sulle vostre famiglie e sui vostri connazionali l'abbondanza delle benedizioni divine.

Prima di condividere con voi qualche riflessione, ispirata dall'attualità nel mondo e nella Chiesa, sento il bisogno di ringraziare il vostro Decano, l'Ambasciatore Giovanni Galassi, per il discorso che mi ha appena rivolto, come pure per gli auguri che, a nome di tutti, ha cortesemente espresso per la mia persona e per il mio ministero. Vogliate accogliere tutti la mia viva gratitudine!

Signor Ambasciatore, Ella ha evocato in maniera sobria le legittime attese dei nostri contemporanei, troppo spesso, purtroppo, ostacolate dalle crisi politiche, dalla violenza armata, dai conflitti sociali, dalla povertà o dalle catastrofi naturali. Mai come in questo inizio di millennio, l'uomo ha percepito quanto il mondo da lui plasmato sia precario.

2. Sono impressionato dal sentimento di paura che dimora sovente nel cuore dei nostri contemporanei. Il terrorismo subdolo che può colpire in qualsiasi istante e ovunque; il problema non risolto del Medio Oriente, con la Terra Santa e l'Iraq; gli scossoni che scompigliano il Sud America, particolarmente l'Argentina, la Colombia e il Venezuela; i conflitti che impediscono a numerosi Paesi africani di dedicarsi al proprio sviluppo; le malattie che propagano il contagio e la morte; il problema grave della fame, in modo speciale in Africa; i comportamenti irresponsabili che contribuiscono all'impovertimento delle risorse del pianeta: ecco altrettanti flagelli che minacciano la sopravvivenza dell'umanità, la serenità delle persone e la sicurezza delle società.

3. Ma tutto può cambiare. Dipende da ciascuno di noi. Ognuno può sviluppare in se stesso il proprio potenziale di fede, di probità, di rispetto altrui, di dedizione al servizio degli altri.

Dipende chiaramente anche dai responsabili politici chiamati a servire il bene comune. Non vi sorprenda il fatto che, di fronte ad una platea di diplomatici, io proponga al riguardo alcuni imperativi, ai quali mi sembra necessario ottemperare, se si vuole evitare che popoli interi, forse addirittura l'umanità stessa, precipitino nell'abisso.

Anzitutto un «SÌ ALLA VITA»! Rispettare la vita e le vite: tutto comincia da qui, poiché il più fondamentale diritto umano è il diritto alla vita. L'aborto, l'eutanasia o la clonazione umana, ad esempio, rischiano di ridurre la persona umana ad un semplice oggetto: in qualche modo, la vita e la morte a comando! Quando sono prive di ogni criterio morale, le ricerche scientifiche che manipolano le sorgenti della vita, sono una negazione dell'essere e della dignità della persona. Anche la stessa guerra attenta alla vita umana, perché reca con sé sofferenza e morte. La lotta per la pace è sempre una lotta per la vita!

Poi, il RISPETTO DEL DIRITTO. La vita in società – in particolare la vita internazionale – suppone dei principi comuni intangibili, il cui scopo è di garantire la sicurezza e la libertà dei cittadini e delle Nazioni. Tali regole di condotta sono alla base della stabilità nazionale e internazionale. Oggi, i responsabili politici hanno a disposizione testi appropriati e pertinenti istituzioni. Basta metterli in pratica. Il mondo sarebbe totalmente diverso se si cominciasse ad applicare, in maniera sincera, gli accordi sottoscritti!

Infine il DOVERE DELLA SOLIDARIETÀ. In un mondo inondato da informazioni, ma che paradossalmente comunica con tanta difficoltà, e dove le condizioni di esistenza sono scandalosamente ineguali, è importante non lasciare nulla di intentato perché tutti si sentano responsabili della crescita e della felicità di tutti. Ne va del nostro avvenire. Giovani senza lavoro, persone disabili marginalizzate, anziani abbandonati, Paesi prigionieri della fame e della miseria: ecco ciò che troppo spesso fa sì che l'uomo perda la speranza e soccomba alla tentazione del ripiegamento su sé stesso o alla violenza.

4. Si impongono pertanto alcune scelte affinché l'uomo abbia ancora un avvenire: i popoli della terra e i loro dirigenti devono avere talvolta il coraggio di dire "no".

«NO ALLA MORTE»! Cioè, "no" a tutto ciò che attenta all'incomparabile dignità di ogni essere umano, a cominciare da quella dei bambini non ancora nati. Se la vita è davvero un tesoro, bisogna saperlo conservare e farlo fruttificare senza snaturarlo. "No" a tutto ciò che indebolisce la famiglia, cellula fondamentale della società. "No" a tutto ciò che distrugge nel bambino il senso dello sforzo, il rispetto di sé e dell'altro, il senso del servizio.

«NO ALL'EGOISMO»! Cioè, "no" a tutto ciò che spinge l'uomo a rifugiarsi nel bozzolo di una classe sociale privilegiata o di una cultura di comodo che esclude l'altro. Il modo di vivere di quanti usufruiscono del benessere, il loro modo di consumare, debbono essere rivisti alla luce delle ripercussioni che hanno sugli altri Paesi. Si pensi, ad esempio, al problema dell'acqua, che l'Organizzazione delle Nazioni Unite propone alla riflessione di tutti nel corso del 2003. Egoismo è anche l'indifferenza delle Nazioni opulente nei confronti dei Paesi abbandonati a se stessi. Tutti i popoli hanno il diritto di ricevere una parte equa dei beni di questo mondo, e della conoscenza scientifica e tecnologica dei Paesi più capaci. Come, ad esempio, non pensare all'accesso per tutti ai medicinali generici, necessari per sostenere la lotta contro le epidemie attuali? Questo accesso è spesso impedito da considerazioni economiche a corto termine.

«NO ALLA GUERRA»! La guerra non è mai una fatalità; essa è sempre una sconfitta dell'umanità. Il diritto internazionale, il dialogo leale, la solidarietà fra Stati, l'esercizio nobile della diplomazia, sono mezzi degni dell'uomo e delle Nazioni per risolvere i loro contenziosi. Dico questo pensando a coloro che ripongono ancora la loro fiducia nell'arma nucleare e ai troppi conflitti che tengono ancora in ostaggio nostri fratelli in umanità. A Natale, Betlemme ci ha richiamato la crisi non risolta del Medio Oriente dove due popoli, quello israeliano e quello palestinese, sono chiamati a vivere fianco a fianco, ugualmente liberi e sovrani, rispettosi l'uno dell'altro. Senza dover ripetere ciò che dicevo l'anno scorso in questa stessa circostanza, mi accontenterò oggi di aggiungere, davanti al costante aggravarsi della crisi mediorientale, che la sua soluzione non potrà mai essere imposta ricorrendo al terrorismo o ai conflitti armati, ritenendo addirittura che vittorie militari possano essere la soluzione. E che dire delle minacce di una guerra che potrebbe abbattersi sulle popolazioni dell'Iraq, terra dei profeti, popolazioni già estenuate da più di dodici anni di embargo? Mai la guerra può essere considerata un mezzo come un altro, da utilizzare per regolare i contenziosi fra le Nazioni. Come ricordano la Carta dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e il Diritto internazionale, non si può far ricorso alla guerra, anche se si tratta di assicurare il bene comune, se non come estrema possibilità e nel rispetto di ben rigorose condizioni, né vanno trascurate le conseguenze che essa comporta per le popolazioni civili durante e dopo le operazioni militari.

5. È dunque possibile cambiare il corso degli eventi quando prevalgono la buona volontà, la fiducia nell'altro, l'attuazione degli impegni assunti e la cooperazione fra partner responsabili. Accennerò a due esempi.

L'Europa di oggi, contemporaneamente unita e allargata. Essa ha saputo abbattere i muri che la sfiguravano. Si è impegnata nell'elaborazione e nella costruzione di una realtà capace di coniugare unità e diversità, sovranità nazionale e azione comune, progresso economico e giustizia sociale. Questa Europa nuova porta in sé i valori che hanno fecondato, per due millenni, un'arte di pensare e di vivere di cui il mondo intero ha beneficiato. Fra questi valori, il cristianesimo occupa un posto privilegiato avendo dato origine a un umanesimo che ha impregnato la sua storia e le sue istituzioni. Ricordando tale patrimonio, la Santa Sede e l'insieme delle Chiese cristiane hanno insistito presso i redattori del futuro Trattato costituzionale dell'Unione Europea affinché in esso figurino un riferimento alle Chiese e alle istituzioni religiose. Infatti, sembra augurabile che, nel pieno rispetto della laicità, siano riconosciuti tre elementi complementari: la libertà religiosa nella sua dimensione non solo individuale e culturale, ma pure sociale e comunitaria; l'opportunità di un dialogo e di una consultazione strutturati fra i Governi e le comunità dei credenti; il rispetto dello statuto giuridico di cui le Chiese e le istituzioni religiose già godono negli Stati membri dell'Unione. Un'Europa che rinnegasse il proprio passato, che negasse il fatto religioso e non tenesse in conto alcuna dimensione spirituale, risulterebbe fortemente sminuita di fronte al progetto ambizioso che mobilita le sue energie: costruire l'Europa di tutti!

Anche l'Africa ci offre oggi l'occasione di rallegrarci: l'Angola ha cominciato l'opera di ricostruzione; il Burundi ha

intrapreso il cammino che potrebbe condurre alla pace, ed attende dalla comunità internazionale comprensione e aiuti finanziari; la Repubblica Democratica del Congo si è impegnata seriamente in un dialogo nazionale che dovrebbe condurre alla democrazia. Il Sudan ha ugualmente dato prova di buona volontà, anche se il cammino verso la pace è lungo e arduo. Ci si deve senz'altro rallegrare per simili progressi e i responsabili politici vanno incoraggiati a non risparmiare alcuno sforzo perché, a poco a poco, i popoli dell'Africa conoscano un processo di pacificazione e quindi di prosperità, al riparo dalle lotte etniche, dall'arbitrio e dalla corruzione. Ecco perché non si possono non deplorare i gravi avvenimenti che scuotono la Costa d'Avorio e la Repubblica Centrafricana, invitando gli abitanti dei rispettivi Paesi a deporre le armi, a rispettare le loro Costituzioni e a gettare le basi di un dialogo nazionale. Sarà, così, facile coinvolgere le varie componenti della comunità nazionale nell'elaborazione di un progetto di società in cui tutti possano ritrovarsi. Inoltre, sempre di più, è bene ricordarlo, gli Africani tentano di trovare le soluzioni più adatte ai loro problemi, grazie all'azione dell'Unione Africana e a efficaci mediazioni regionali.

6. Eccellenze, Signore e Signori, una constatazione si impone: ormai l'indipendenza degli Stati non può più essere concepita, se non nell'interdipendenza. Tutti sono legati nel bene come nel male. Per tale ragione, giustamente, occorre saper distinguere il bene dal male e chiamarli con il loro proprio nome. Al riguardo, quando il dubbio o la confusione prendono il sopravvento, si devono temere i più grandi mali, come la storia ci ha insegnato innumerevoli volte.

Per evitare di precipitare nel caos, mi sembra che si impongano due esigenze. Anzitutto recuperare in seno agli Stati e fra gli Stati il valore primordiale della legge naturale, che ha ispirato, un tempo, il diritto delle genti e i primi pensatori del diritto internazionale. Anche se alcuni oggi ne mettono in discussione la validità, sono convinto che i suoi principi generali e universali sono sempre atti a far meglio percepire l'unità del genere umano, e a favorire il perfezionamento della coscienza di chi governa e di chi è governato.

Inoltre, l'azione senza sosta di uomini di Stato probi e disinteressati. In effetti, l'indispensabile competenza professionale dei responsabili politici non può essere legittimata che da un saldo riferimento a forti convinzioni etiche. Come si potrebbe pretendere di trattare gli affari del mondo senza riferimento a quell'insieme di principi, che sono alla base di quel "bene comune universale" di cui l'Enciclica *Pacem in terris* di Papa Giovanni XXIII ha così ben parlato? Sarà sempre possibile a un dirigente, coerente con le proprie convinzioni, di rifiutarsi dinanzi a situazioni ingiuste e a deviazioni istituzionali, o di porvi fine. Ritroviamo qui, penso, ciò che di solito oggi viene chiamato "il buon governo". Il benessere materiale e spirituale dell'umanità, la tutela delle libertà e dei diritti della persona umana, il servizio pubblico disinteressato, la vicinanza alle situazioni concrete, precedono qualsiasi programma politico e costituiscono un'esigenza etica che è quanto di meglio possa assicurare la pace interna delle Nazioni e la pace fra gli Stati.

7. È evidente che per un credente a simili motivazioni si aggiungono quelle che offre la fede in Dio creatore e padre di tutti gli uomini, il quale gli affida la gestione della terra e il dovere dell'amore fraterno. Tenendo conto di ciò, lo Stato ha tutto l'interesse a vigilare perché la libertà religiosa, diritto naturale - individuale e sociale - sia effettivamente garantita a tutti. Come ho già avuto occasione di affermare, quando i credenti si sentono rispettati nella propria fede, e vedono le proprie comunità giuridicamente riconosciute, collaborano con tanta più convinzione al progetto comune della società civile di cui sono membri. Voi comprendete allora perché io mi faccio portavoce di tutti i cristiani che, dall'Asia all'Europa, sono ancora vittime della violenza e dell'intolleranza, come è avvenuto recentemente in occasione della celebrazione del Natale. Il dialogo ecumenico fra cristiani, e i contatti rispettosi con le altre religioni, in particolare con l'Islam, costituiscono il miglior antidoto alle derive settarie, al fanatismo o al terrorismo religioso. Per quanto concerne la Chiesa cattolica, non citerò che un caso per me motivo di grande sofferenza: la sorte riservata alle comunità cattoliche nella Federazione Russa, che da diversi mesi vedono alcuni dei loro pastori impediti di raggiungerle, per ragioni amministrative. La Santa Sede si attende dalle autorità governative decisioni concrete che mettano fine a questa crisi, decisioni che siano conformi agli impegni internazionali sottoscritti dalla Russia moderna e democratica. I cattolici russi vogliono vivere come i loro fratelli del resto del mondo, con la stessa libertà e la medesima dignità.

8. Eccellenze, Signore e Signori, auspico che a noi riuniti in questo luogo, simbolo di spiritualità, di dialogo e di pace, sia dato di contribuire, mediante il nostro impegno quotidiano, a far avanzare tutti i popoli della terra, nella giustizia e nella concordia, verso condizioni più felici e più giuste, lontano dalla povertà, dalla violenza e dalle

minacce di guerra! Voglia Dio colmare di abbondanti benedizioni le vostre persone e quanti voi qui rappresentate! Buono e felice Anno a tutti!

[00053-01.01] [Testo originale: Francese]

o Traduzione in lingua inglese

Your Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

1. This meeting at the beginning of the New Year is a happy tradition which affords me the joy of welcoming you and in some way of embracing all the peoples whom you represent! For it is through you and thanks to you that I come to know their hopes and aspirations, their successes and their setbacks. Today I wish to offer your countries my fervent good wishes of happiness, peace and prosperity.

At the threshold of the New Year I am also pleased to offer all of you my best wishes, as I invoke upon you, your families and your fellow citizens an abundance of divine blessings.

Before sharing with you some reflections inspired by the present situation in the world and in the Church, I must thank your Dean, Ambassador Giovanni Galassi, for his kind words and for the good wishes which he has thoughtfully expressed, in the name of all present, for my person and for my ministry. Please accept my deep gratitude!

Mr Ambassador, you have also pointed to the legitimate expectations of modern men and women, all too often frustrated by political crises, by armed violence, by social conflicts, by poverty or by natural catastrophes. Never as at the beginning of this millennium has humanity felt how precarious is the world which it has shaped.

2. I have been personally struck by the feeling of fear which often dwells in the hearts of our contemporaries. An insidious terrorism capable of striking at any time and anywhere; the unresolved problem of the Middle East, with the Holy Land and Iraq; the turmoil disrupting South America, particularly Argentina, Colombia and Venezuela; the conflicts preventing numerous African countries from focusing on their development; the diseases spreading contagion and death; the grave problem of famine, especially in Africa; the irresponsible behaviour contributing to the depletion of the planet's resources: all these are so many plagues threatening the survival of humanity, the peace of individuals and the security of societies.

3. Yet everything can change. It depends on each of us. Everyone can develop within himself his potential for faith, for honesty, for respect of others and for commitment to the service of others.

It also depends, quite obviously, on political leaders, who are called to serve the common good. You will not be surprised if before an assembly of diplomats I state in this regard certain requirements which I believe must be met if entire peoples, perhaps even humanity itself, are not to sink into the abyss.

First, a "YES TO LIFE"! Respect life itself and individual lives: everything starts here, for the most fundamental of human rights is certainly the right to life. Abortion, euthanasia, human cloning, for example, risk reducing the human person to a mere object: life and death to order, as it were! When all moral criteria are removed, scientific research involving the sources of life becomes a denial of the being and the dignity of the person. War itself is an attack on human life since it brings in its wake suffering and death. The battle for peace is always a battle for life!

Next, RESPECT FOR LAW. Life within society – particularly international life – presupposes common and inviolable principles whose goal is to guarantee the security and the freedom of individual citizens and of nations. These rules of conduct are the foundation of national and international stability. Today political leaders have at hand highly relevant texts and institutions. It is enough simply to put them into practice. The world would be totally different if people began to apply in a straightforward manner the agreements already signed!

Finally, the DUTY OF SOLIDARITY. In a world with a superabundance of information, but which paradoxically finds it so difficult to communicate and where living conditions are scandalously unequal, it is important to spare no effort to ensure that everyone feels responsible for the growth and happiness of all. Our future is at stake. An unemployed young person, a handicapped person who is marginalized, elderly people who are uncared for, countries which are captives of hunger and poverty: these situations all too often make people despair and fall prey to the temptation either of closing in on themselves or of resorting to violence.

4. This is why choices need to be made so that humanity can still have a future. Therefore, the peoples of the earth and their leaders must sometimes have the courage to say "No".

"NO TO DEATH"! That is to say, no to all that attacks the incomparable dignity of every human being, beginning with that of unborn children. If life is truly a treasure, we need to be able to preserve it and to make it bear fruit without distorting it. "No" to all that weakens the family, the basic cell of society. "No" to all that destroys in children the sense of striving, their respect for themselves and others, the sense of service.

"NO TO SELFISHNESS"! In other words, to all that impels man to protect himself inside the cocoon of a privileged social class or a cultural comfort which excludes others. The life-style of the prosperous, their patterns of consumption, must be reviewed in the light of their repercussions on other countries. Let us mention for example the problem of water resources, which the United Nations Organization has asked us all to consider during this year 2003. Selfishness is also the indifference of prosperous nations towards nations left out in the cold. All peoples are entitled to receive a fair share of the goods of this world and of the know-how of the more advanced countries. How can we fail to think here, for example, of the access of everyone to generic medicines, needed to continue the fight against current pandemics, an access — alas — often thwarted by short-term economic considerations?

"NO TO WAR"! War is not always inevitable. It is always a defeat for humanity. International law, honest dialogue, solidarity between States, the noble exercise of diplomacy: these are methods worthy of individuals and nations in resolving their differences. I say this as I think of those who still place their trust in nuclear weapons and of the all-too-numerous conflicts which continue to hold hostage our brothers and sisters in humanity. At Christmas, Bethlehem reminded us of the unresolved crisis in the Middle East, where two peoples, Israeli and Palestinian, are called to live side-by-side, equally free and sovereign, in mutual respect. Without needing to repeat what I said to you last year on this occasion, I will simply add today, faced with the constant degeneration of the crisis in the Middle East, that the solution will never be imposed by recourse to terrorism or armed conflict, as if military victories could be the solution. And what are we to say of the threat of a war which could strike the people of Iraq, the land of the Prophets, a people already sorely tried by more than twelve years of embargo? War is never just another means that one can choose to employ for settling differences between nations. As the Charter of the United Nations Organization and international law itself remind us, war cannot be decided upon, even when it is a matter of ensuring the common good, except as the very last option and in accordance with very strict conditions, without ignoring the consequences for the civilian population both during and after the military operations.

5. It is therefore possible to change the course of events, once good will, trust in others, fidelity to commitments and cooperation between responsible partners are allowed to prevail. I shall give two examples.

Today's Europe, which is at once united and enlarged. Europe has succeeded in tearing down the walls which disfigured her. She has committed herself to planning and creating a new reality capable of combining unity and diversity, national sovereignty and joint activity, economic progress and social justice. This new Europe is the bearer of the values which have borne fruit for two thousand years in an "art" of thinking and living from which the whole world has benefitted. Among these values Christianity holds a privileged position, inasmuch as it gave birth to a humanism which has permeated Europe's history and institutions. In recalling this patrimony, the Holy See and all the Christian Churches have urged those drawing up the future Constitutional Treaty of the European Union to include a reference to Churches and religious institutions. We believe it desirable that, in full respect of the secular state, three complementary elements should be recognized: religious freedom not only in its individual and ritual aspects, but also in its social and corporative dimensions; the appropriateness of

structures for dialogue and consultation between the Governing Bodies and communities of believers; respect for the juridical status already enjoyed by Churches and religious institutions in the Member States of the Union. A Europe which disavowed its past, which denied the fact of religion, and which had no spiritual dimension would be extremely impoverished in the face of the ambitious project which calls upon all its energies: constructing a Europe for all!

Africa too gives us today an occasion to rejoice: Angola has begun its rebuilding; Burundi has taken the path which could lead to peace and expects from the international community understanding and financial aid; the Democratic Republic of Congo is seriously engaged in a national dialogue which should lead to democracy. The Sudan has likewise shown good will, even if the path to peace remains long and arduous. We should of course be grateful for these signs of progress and we should encourage political leaders to spare no effort in ensuring that, little by little, the peoples of Africa experience the beginnings of pacification and thus of prosperity, safe from ethnic struggles, caprice and corruption. For this reason we can only deplore the grave incidents which have rocked Côte-d'Ivoire and the Central African Republic, while inviting the people of those countries to lay down their arms, to respect their respective constitutions and to lay the foundations for national dialogue. It will then be easy to involve all the elements of the national community in planning a society in which everyone finds a place. Furthermore, we do well to note that Africans are increasingly trying to find the solutions best suited to their problems, thanks to the activity of the African Union and effective forms of regional mediation.

6. Your Excellencies, Ladies and Gentlemen, it is vital to note that the independence of States can no longer be understood apart from the concept of interdependence. All States are interconnected both for better and for worse. For this reason, and rightly so, we must be able to distinguish good from evil and call them by their proper names. As history has taught us time and time again, it is when doubt or confusion about what is right and wrong prevails that the greatest evils are to be feared.

If we are to avoid descending into chaos, it seems to me that two conditions must be met. First, we must rediscover within States and between States the paramount value of the natural law, which was the source of inspiration for the rights of nations and for the first formulations of international law. Even if today some people question its validity, I am convinced that its general and universal principles can still help us to understand more clearly the unity of the human race and to foster the development of the consciences both of those who govern and of those who are governed. Second, we need the persevering work of Statesmen who are honest and selfless. In effect, the indispensable professional competence of political leaders can find no legitimation unless it is connected to strong moral convictions. How can one claim to deal with world affairs without reference to this set of principles which is the basis of the "universal common good" spoken of so eloquently by Pope John XXIII in his Encyclical *Pacem in Terris*? It will always be possible for a leader who acts in accordance with his convictions to reject situations of injustice or of institutional corruption, or to put an end to them. It is precisely in this, I believe, that we rediscover what is today commonly called "good governance". The material and spiritual well-being of humanity, the protection of the freedom and rights of the human person, selfless public service, closeness to concrete conditions: all of these take precedence over every political project and constitute a moral necessity which in itself is the best guarantee of peace within nations and peace between States.

7. It is clear that, for a believer, these motivations are enriched by faith in a God who is the Creator and Father of all, who has entrusted man with stewardship of the earth and with the duty of brotherly love. This shows how it is in a State's own interest to ensure that religious freedom — which is a natural right, that is, at one and the same time both an individual and social right — is effectively guaranteed for all. As I have had occasion to remark in the past, believers who feel that their faith is respected and whose communities enjoy juridical recognition will work with ever greater conviction in the common project of building up the civil society to which they belong. You will understand then why I speak out on behalf of all Christians who, from Asia to Europe, continue to be victims of violence and intolerance, such as happened recently during the celebration of Christmas. Ecumenical dialogue between Christians and respectful contact with other religions, in particular with Islam, are the best remedy for sectarian rifts, fanaticism or religious terrorism. As far as the Catholic Church is concerned, I will mention but one situation which is a cause of great suffering for me: the plight of Catholic communities in the Russian Federation, which for months now have seen some of their Pastors prevented from returning to them for administrative reasons. The Holy See expects from the Government authorities concrete decisions which will put an end to this crisis, and which are in keeping with the international agreements subscribed to by the modern

and democratic Russia. Russian Catholics wish to live as their brethren do in the rest of the world, enjoying the same freedom and the same dignity.

8. Your Excellencies, Ladies and Gentlemen, may all of us who have gathered in this place, which is a symbol of spirituality, dialogue and peace, contribute by our daily actions to the advancement of all the peoples of the earth, in justice and harmony, to their progress towards conditions of greater happiness and greater justice, far from poverty, violence and threats of war! May God pour out his abundant blessings upon you and all those whom you represent. A Happy New Year to everyone!

[00053-02.01] [Original text: French]

o Traduzione in lingua spagnola

Excelencias,
Señoras y Señores:

1. ¡Qué hermosa tradición es este encuentro de primeros de año, que me ofrece el gozo de recibirles y, en cierto modo, abrazar a todos los pueblos que Ustedes representan! En efecto, sus esperanzas y aspiraciones, sus logros y dificultades, me llegan por medio de Ustedes, y gracias a Ustedes. Hoy deseo expresar los más fervientes votos de felicidad, de paz y de prosperidad para sus países.

Al alba del nuevo año, me complace presentarles mis mejores deseos, a la vez que imploro abundantes bendiciones divinas sobre ustedes, sus familias y sus compatriotas.

Antes de compartir con ustedes algunas reflexiones inspiradas por la actual situación del mundo y de la Iglesia, siento el deber de agradecer a su Decano, el Embajador Giovanni Galassi el discurso que me ha dirigido, así como los buenos deseos que tan delicadamente ha manifestado, en nombre de todos, por mi persona y mi ministerio. Acepten por ello mi sincero agradecimiento.

Señor Embajador, se ha referido Usted brevemente a las legítimas esperanzas de nuestros contemporáneos, lamentablemente contrariadas demasiado a menudo por crisis políticas, la violencia armada, los conflictos sociales, la pobreza o las catástrofes naturales. Nunca como en este comienzo de milenio el hombre ha experimentado lo precario que es el mundo que ha construido.

2. Me impresiona personalmente el sentimiento de miedo que atenaza frecuentemente el corazón de nuestros contemporáneos. El terrorismo pertinaz que puede atacar en cualquier momento o lugar; el problema no resuelto del Medio Oriente, con Tierra Santa e Irak; los vaivenes que conmueven Sudamérica, particularmente Argentina, Colombia y Venezuela; los conflictos que impiden a numerosos países africanos dedicarse a su propio desarrollo; las enfermedades que propagan contagio y muerte; el grave problema del hambre, sobre todo en África; las conductas irresponsables que contribuyen al empobrecimiento de los recursos del planeta. Todo esto son calamidades que amenazan la supervivencia de la humanidad, la serenidad de las personas y la seguridad de las sociedades.

3. Pero todo puede cambiar. Depende de cada uno de nosotros. Todos pueden desarrollar en sí mismos su potencial de fe, de rectitud, de respeto al prójimo, de dedicación al servicio de los otros.

Depende también, evidentemente, de los responsables políticos, llamados a servir el bien común. No se sorprenderán si, ante un plantel de diplomáticos, enuncio a este respecto algunos imperativos que me parecen necesarios seguir si se quiere evitar que pueblos enteros, y quizás también la humanidad misma, no se hundan en el abismo.

Ante todo, un "SÍ A LA VIDA". Respetar la vida y las vidas: todo empieza aquí, puesto que el más fundamental de los derechos humanos es ciertamente el derecho a la vida. El aborto, la eutanasia o la clonación humana, por ejemplo, amenazan con reducir la persona humana a un simple objeto: en cierto modo, ¡la vida y la muerte

por encargo! Cuando carece de todo criterio moral, la investigación científica referente a las fuentes de la vida son una negación del ser y de la dignidad de la persona. La guerra misma atenta contra la vida humana, pues conlleva el sufrimiento y la muerte. ¡La lucha por la paz es siempre una lucha por la vida!

Seguidamente, el RESPETO DEL DERECHO. La vida en sociedad –en particular en el ámbito internacional – presuponen principios comunes e intangibles cuyo objetivo es garantizar la seguridad y la libertad de los ciudadanos y de las naciones. Estas normas de conducta son la base de la estabilidad nacional e internacional. Hoy en día, los responsables políticos disponen de textos e instituciones muy apropiados. Basta con llevarlos a la práctica. ¡El mundo sería totalmente diferente si se comenzaran a aplicar sinceramente los acuerdos firmados!

En fin, EL DEBER DE SOLIDARIDAD. En un mundo sobradamente informado pero en el que, paradójicamente, se comunica con gran dificultad, en el que las condiciones de vida son escandalosamente desiguales, es importante de no dejar nada por intentado para que todos se sientan responsables del crecimiento y el bienestar de todos. En ello se juega nuestro futuro. Un joven sin trabajo, una persona minusválida marginada, personas ancianas abandonadas, países atezados por el hambre y la miseria, hacen que demasiado a menudo el hombre desespere y sucumba ante la tentación de encerrarse en sí mismo o ceda a la violencia.

4. Por estos motivos, hay decisiones que son necesarias para que el hombre tenga aún un futuro. Y los pueblos de la tierra, así como sus autoridades, han de tener a veces valor para decir "no". ¡«NO A LA MUERTE»! Es decir, no a todo lo que atenta a la incomparable dignidad de cada ser humano, comenzando por la de los niños por nacer. Si la vida es realmente un tesoro, hay que saber conservarlo y hacerle fructificar sin desnaturalizarlo. No a lo que debilita la familia, célula fundamental de la sociedad. No a todo lo que destruye en el niño el sentido del esfuerzo, el respeto de sí mismo y del otro, el sentido del servicio.

¡«NO AL EGOÍSMO»! Esto es, a todo lo que induce al hombre a refugiarse en el círculo de una clase social privilegiada o en una comodidad cultural que excluye a los demás. El modo de vida de quienes gozan del bienestar, su modo de consumir, han de ser revisados a la luz de las repercusiones que provocan en otros países. Piénsese, por ejemplo, en el problema del agua, propuesto por la Organización de las Naciones Unidas como tema de reflexión para todos durante este año 2003. También es egoísmo la indiferencia de las naciones pudientes respecto a aquellas marginadas. Todos los pueblos tienen el derecho a recibir una parte equitativa de los bienes de este mundo y de la competencia de los países más expertos para elaborarlos. ¿Cómo no pensar, por ejemplo, en el acceso de todos a los medicamentos genéricos, necesario para luchar contra las pandemias actuales?; un acceso que se ve frecuentemente obstaculizado por consideraciones económicas a corto plazo.

¡«NO A LA GUERRA»! Ésta nunca es una simple fatalidad. Es siempre es una derrota de la humanidad. El derecho internacional, el diálogo leal, la solidaridad entre los Estados, el ejercicio tan noble de la diplomacia, son los medios dignos del hombre y las naciones para solucionar sus contiendas. Digo eso pensando en los tan numerosos conflictos que todavía aprisionan a nuestros hermanos, los hombres. En Navidad, Belén nos ha recordado la crisis no resuelta del Medio Oriente, donde dos pueblos, el israelí y el palestino, están llamados a vivir uno junto al otro, igualmente libres y soberanos y recíprocamente respetuosos. Sin repetir lo que os dije el año pasado en circunstancias parecidas, me conformaré con añadir hoy, ante el empeoramiento constante de la crisis medio-oriental, que su solución nunca podrá ser impuesta recurriendo al terrorismo o a los conflictos armados, pensando que la solución consiste en victorias militares. Y, ¿qué decir de la amenaza de una guerra que podría recaer sobre las poblaciones de Irak, tierra de los profetas, poblaciones ya extenuadas por más de doce años de embargo? La guerra nunca es un medio como cualquier otro, al que se puede recurrir para solventar disputas entre naciones. Como recuerda la Carta de la Organización de las Naciones Unidas y el Derecho internacional, no puede adoptarse, aunque se trate de asegurar el bien común, si no es en casos extremos y bajo condiciones muy estrictas, sin descuidar las consecuencias para la población civil, durante y después de las operaciones.

5. Por tanto, es posible cambiar el curso los acontecimientos si prevalece la buena voluntad, la confianza en el otro, la puesta en práctica de los compromisos adquiridos y la cooperación entre miembros responsables. Citaré dos ejemplos.

Europa de hoy, unida y a la vez ampliada. Ha sabido derribar los muros que la desfiguraban. Se ha embarcado en la elaboración y la construcción de una realidad capaz de conjugar unidad y diversidad, soberanía nacional y acción común, progreso económico y justicia social. Esta Europa nueva lleva consigo los valores que durante dos milenios han fecundado un modo de pensar y vivir de los que el mundo entero se ha beneficiado. Entre estos valores, el cristianismo tiene un papel clave, en la medida en que ha dado lugar a un humanismo que ha impregnado su historia y sus instituciones. Teniendo en cuenta este patrimonio, la Santa Sede y el conjunto de las Iglesias cristianas han insistido ante los redactores del futuro Tratado constitucional de la Unión europea para que se haga una referencia a las Iglesias e instituciones religiosas. En efecto, parece deseable que, respetando plenamente la laicidad, se reconozcan tres elementos complementarios: la libertad religiosa, no sólo en su dimensión individual y cultural, si no también social y corporativa; la oportunidad de que haya un diálogo y una consulta organizada entre los Gobernantes y las comunidades de creyentes; el respeto del estatuto jurídico del que ya gozan las Iglesias y las instituciones religiosas en los Estados miembros de la Unión. Una Europa que renegara de su pasado, que negara el hecho religioso y que no tuviera dimensión espiritual alguna, quedaría desguarnecida ante al ambicioso proyecto que moviliza sus energías: ¡construir la Europa de todos!

También África nos da esta una vez ocasión de júbilo. Angola ha comenzado su reconstrucción; Burundi ha emprendido el camino que podría conducir a la paz, y espera comprensión y ayuda financiera de la comunidad internacional; la República Democrática de Congo se ha comprometido seriamente en un diálogo nacional que debería conducir a la democracia. También Sudán ha dado prueba de buena voluntad, si bien el camino hacia la paz es largo y arduo. Hay que felicitarse sin duda por estos progresos y animar a los responsables políticos a no escatimar esfuerzos para que, poco a poco, los pueblos de África lleguen a un principio de pacificación y, por tanto, de prosperidad, al reparo de las luchas étnicas, la arbitrariedad y la corrupción. Por eso hemos de deplorar los graves acontecimientos que estremecen Costa de Marfil y la República Centroafricana, invitando al mismo tiempo a sus habitantes a deponer las armas, a respetar su respectiva Constitución y a poner las bases de un diálogo nacional. Así será fácil implicar todos los miembros de la comunidad nacional en la elaboración de un proyecto de sociedad en el que todos se reconozcan. Además, satisface constatar que, cada vez más, los africanos intentan encontrar las soluciones más adecuadas a sus problemas, gracias a la acción de la Unión Africana y a las mediaciones regionales eficaces.

6. Excelencias, distinguidos Señoras y Señores, hoy se impone una constatación: la independencia de los Estados no se puede concebir si no es en el marco de la interdependencia. Todo están unidos en el bien y el mal. Precisamente por ello, conviene saber distinguir rigurosamente entre el bien y el mal, y llamarlos por su nombre. A este respecto, cuando reina la duda y la confusión, se han de temer los mayores males, como tantas veces ha enseñado la historia.

Para evitar caer en el caos, se han de respetar dos exigencias. La primera es que, en el seno de los Estado, se redescubra el valor primordial de la ley natural, que antaño inspiró el derecho de gentes y a los primeros pensadores del derecho internacional. Aún cuando algunos cuestionan su validez, estoy convencido de que sus principios generales y universales son siempre capaces de hacer percibir mejor la unidad del género humano y de favorecer el perfeccionamiento de la conciencia tanto de los gobernantes como de los gobernados. En segundo lugar, la acción perseverante de hombres de estado honrados y desinteresados. En efecto, sólo la adhesión a profundas convicciones éticas puede legitimar la indispensable competencia profesional de los responsables políticos ¿Cómo se podría pretender tratar los asuntos del mundo sin referencia a este conjunto de principios que son la base de ese « bien común universal » del que tan bien ha hablado la encíclica *Pacem in terris* del Papa Juan XXIII? Para un ejecutivo coherente con sus convicciones, siempre será posible negarse a situaciones de injusticia o a desviaciones institucionales, o bien terminar con ellas. Creo que en esto reside lo que corrientemente se llama hoy el "buen gobierno". El bienestar material y espiritual de la humanidad, la tutela de las libertades y los derechos de la persona humana, el servicio público desinteresado, la cercanía a las situaciones concretas, prevalecen sobre cualquier programa político y constituyen una exigencia ética, que es al vez lo mejor para asegurar la paz interior de las naciones y la paz entre los Estados.

7. Es evidente que, para un creyente, a estas motivaciones se añaden las que proporciona la fe en un Dios creador y padre de todos los hombres, a los que confía la gestión de la tierra y el deber del amor fraterno. Es como decir que el Estado tiene sumo interés en cuidar de que la libertad religiosa – individual y social al mismo tiempo – sea efectivamente garantizada a todos. Como ya he tenido ocasión de decir, los creyentes que se

sienten respetados en su fe, que ven sus comunidades reconocidas jurídicamente, colaborarán con mayor convicción aún al proyecto común de la sociedad civil de la que son miembros. Comprenderán, pues, que me haga portavoz de todos los cristianos que, desde Asia a Europa, son todavía víctimas de violencia e intolerancia, como la que se ha producido muy recientemente con ocasión de la celebración de Navidad. El diálogo ecuménico entre cristianos y los contactos respetuosos con las otras religiones, en particular con el Islam, son el mejor antídoto contra las desviaciones sectarias, el fanatismo y el terrorismo religioso. Por lo que concierne a la Iglesia Católica, sólo mencionaré una situación, que es por mí motivo de gran aflicción: el trato dado a las comunidades católicas en la Federación Rusa que, desde hace meses, por razones administrativas, ven cómo algunos de sus pastores están imposibilitados para llegar hasta ellas. La Santa Sede espera que las autoridades gubernativas tomen decisiones concretas que pongan fin a esta crisis y que obren en conformidad a los compromisos internacionales suscritos por la Rusia moderna y democrática. Los católicos rusos quieren vivir como sus hermanos del resto del mundo, con la misma libertad y la misma dignidad.

8. Excelencias, Señoras y Señores, que nosotros, los que estamos reunidos en este lugar, símbolo de espiritualidad, de diálogo y de paz, contribuyamos con nuestra acción cotidiana a que todos los pueblos de la tierra progresen, en la justicia y la concordia, hacia las situaciones más dichosas y más justas, libres de la pobreza, la violencia y las amenazas de guerra. ¡Dios quiera colmar de bendiciones a sus personas y a todos los que representan! ¡Feliz año a todos!

[00053-04.01] [Texto original: Francés]

• INDIRIZZO DI OMAGGIO DEL DECANO DEL CORPO DIPLOMATICO

Très Saint Père,

En cette année 2003, il m'est particulièrement agréable de vous présenter les vœux de nouvel An au nom du Corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, alors que vous célébrez vous-même la vingt-cinquième année de votre Pontificat.

Un Pontificat exceptionnel, qui, fondé dès le début sur une foi clairement affirmée en la place centrale de la Croix, mystère d'amour et de sacrifice, et sur la confiance totale en la Vierge Marie, s'est manifesté par une sollicitude continuelle envers l'homme, créé à l'image et à la ressemblance de Dieu.

En une période de l'histoire qui est empreinte de tant d'inquiétudes et qui se relève peu à peu de l'écroulement d'idéologies totalitaires, votre voix s'est élevée continuellement et avec force pour défendre la dignité de l'homme, ses besoins primordiaux et la nécessité de garantir l'intégrité de la création. Au cours des années, vous êtes devenu, Très Saint Père, un point de référence indispensable pour les divers peuples de la terre, tous reconnaissant dans votre enseignement les éléments fondamentaux d'un nouveau et fraternel système de convivialité humaine basé sur la liberté, sur la justice, sur la solidarité et sur la paix, qui seules peuvent permettre un développement harmonieux de la terre.

Le récent grand Jubilé, pièce maîtresse de toute votre action pastorale, s'est présenté comme le levain d'une aventure culturelle et morale vraiment digne de l'homme et porteuse de nouveaux développements dans les années à venir. De même, vos nombreux pèlerinages dans toutes les parties du monde ont apporté des certitudes aux chrétiens et des espérances concrètes à chacun sur l'avenir de l'humanité, aujourd'hui encore à la recherche de valeurs universelles qui pourraient orienter son existence.

Au cours de l'année écoulée, en Azerbaïdjan, vous avez exhorté à refuser toute forme de fondamentalisme et d'impérialisme pour laisser la place au dialogue et au respect mutuel.

En Bulgarie, vous avez de nouveau rappelé la nécessité de rétablir l'unité des chrétiens entre catholiques et orthodoxes, et, dans ce sens, votre prière au Monastère de Rila, perle du patrimoine culturel mondial, s'est révélée fort significative. À cette même fin ont contribué, au cours de l'année, les Déclarations communes que vous avez signées avec le Patriarche œcuménique Bartholomaios Ier et avec le Patriarche Théoctist.

À Toronto, au Canada, à l'occasion des XVIIes Journées mondiales de la Jeunesse, nous nous sommes tous réjouis de voir un Pape, âgé de quatre-vingt-deux ans mais rempli d'enthousiasme, se fondre dans l'imposante multitude des garçons et filles de toutes nations, auxquels vous avez proposé une fois de plus, avec exigence, le Chemin des Béatitudes, en contradiction ouverte avec les séductions de l'argent, du succès, du pouvoir et de l'éphémère consumérisme dominant, afin de devenir réellement les bâtisseurs d'une nouvelle civilisation visant à empêcher trop de vies de commencer et de se terminer sans joie et sans espérance.

Au Guatemala et au Mexique, en accord avec vos appels à mettre à profit les cultures locales, vous avez eu la joie d'élever aux honneurs des autels le bienheureux Juan Diego Cuauhtlatoatzin, figure significative du continent latino-américain.

Lors de votre plus récent retour dans votre patrie, vous avez redit à vos compatriotes la valeur du pardon et de la miséricorde comme unique chemin vers la paix, ainsi que la nécessité de s'opposer à la désolation spirituelle, qui s'accompagne souvent de la prétention absurde d'intervenir, comme des apprentis-sorciers, dans le mystère même de la vie, à commencer par les manipulations génétiques jusqu'à la folie du clonage humain.

Mais on trouve le moment le plus exaltant et le plus impressionnant de votre engagement en faveur de l'homme dans la Journée de la Paix à Assise, le 24 janvier dernier, où des Représentants des religions les plus diverses se sont réunis en prière afin d'implorer pour l'humanité entière un progrès réel fondé sur la paix, inséparable de la justice, toutes deux couronnées par le pardon. Votre cri passionné «*Jamais plus la guerre!*» a trouvé un large écho dans le Décalogue d'Assise pour la Paix, publié en conclusion de cette rencontre historique, et que vous avez fait parvenir à tous les Chefs d'État et de Gouvernement.

Malheureusement, la situation internationale actuelle s'avère toujours plus complexe et plus ambiguë, et menacée par de sombres nuages.

La lutte contre l'expansion planétaire du terrorisme aveugle et barbare, qui continue à frapper sans discrimination des victimes innocentes, est devenue une priorité mondiale. Tous les États doivent se solidariser pour s'y opposer avec détermination et efficacité par une action commune qui non seulement conduise à poursuivre les auteurs de telles atrocités mais qui affronte aussi, de façon lucide et rationnelle, les causes de ces haines extrêmes, souvent exacerbées par des situations de pauvreté, d'inégalité et d'injustice.

La situation en Terre Sainte, où les armes ont parlé jusque dans les églises, semble encore bien loin d'une solution concrète capable de faire face à la tragique spirale de la haine et de la vengeance, qui a provoqué un nombre élevé de victimes innocentes. On ne peut plus différer, comme vous l'avez maintes fois affirmé vous-même, un réveil universel des consciences qui prenne en considération *la valeur de la vie de tout être humain*, avec un engagement réel qui implique croyants et non-croyants au-delà des confessions et des ethnies.

De la même façon, ce qui s'est passé et ce qui pourrait se passer dans d'autres pays du Moyen-Orient est pour tous un motif de profonde préoccupation en ce qui concerne la stabilité de la planète. Une grande partie de la Communauté internationale pense toutefois qu'une action militaire ne doit être entreprise que comme une solution extrême, lorsque des tentatives répétées de dialogue constructif et loyal se sont avérées vaines, et en plein accord avec les décisions de l'Organisation des Nations unies, laquelle, depuis sa fondation, est appelée à résoudre pacifiquement et avec pondération les différends entre pays. Malgré la gravité de la situation, il demeure à notre portée de tout faire pour éviter cette option du dernier recours, dont les conséquences pourraient être lourdes.

Chaque Nation est du reste tenue, comme Votre Sainteté l'a rappelé dans son récent discours au Parlement italien, de faire preuve d'un grand sens du bien commun et d'agir envers ses citoyens avec un authentique esprit de service, en référence constante aux valeurs éthiques fondamentales inscrites dans la nature même de l'homme. C'est dans cette noble perspective que les multiples conflits locaux pourront trouver une solution adéquate, ainsi que les efforts de réconciliation ou de collaboration plus intense entre États, déjà entrepris depuis longtemps dans les divers Continents.

Des signes positifs sont donnés dans ce sens par l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, décidé à Copenhague : la nouvelle Europe, forte de ses valeurs humanitaires, de ses traditions démocratiques, de son patrimoine culturel et spirituel qui ne peut être séparé de ses racines chrétiennes, pourra contribuer à une coopération concrète entre tous les États en faveur de la paix régionale et mondiale, à la prospérité des peuples et à la promotion des droits de l'homme.

Le récent sommet de Johannesburg sur le développement durable a réaffirmé les principes déjà exprimés à Rio de Janeiro, définissant mieux certaines priorités essentielles, même si les objectifs et les échéances prennent corps avec une lenteur notable. D'autre part, pour éviter que le fossé entre pays riches et pays en voie de développement ne devienne infranchissable, il serait nécessaire que la Communauté internationale soutienne plus fortement les pays émergents ou ceux qui sont en difficulté, réduisant la dette extérieure qu'ils ont contractée, éliminant des mesures d'embargo imposées depuis longtemps, mais considérées par la majorité des pays membres de l'O.N.U. comme injustes et inefficaces, et collaborant à des plans de développement inventifs, comme le tout récent «nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique» (NEPAD), qui vise à réduire la marginalisation de ce Continent et à améliorer effectivement la stabilité mondiale. Dans cette perspective, il importe de répondre dès à présent, par des actions de solidarité, à l'urgence de la crise alimentaire qui provoque une large famine.

En même temps, on s'aperçoit qu'il est de plus en plus nécessaire que les pays économiquement les plus forts, alors qu'ils demandent aux pays en voie de développement de s'ouvrir aux nouvelles technologies, permettent à ces derniers d'exporter librement leurs produits grâce auxquels ils pourraient trouver des avantages appréciables, de manière à apporter leur contribution à l'édification de la Maison commune, dans un souci d'équité et de justice.

Il faut en outre parvenir à une vigilance globale effective du marché international, qui humilie souvent les pays économiquement les plus faibles, avec de graves répercussions sociales, et qui provoque de plus en plus souvent des dommages irréparables à l'environnement dans lequel nous vivons, comme cela est survenu récemment avec le naufrage d'un pétrolier qui a causé un désastre écologique durable sur les côtes de l'Espagne et de la France.

De même, sur le plan éthique, il est impératif d'appliquer la justice internationale, de manière déterminée et commune, pour mettre un terme aux nombreux trafics illégaux et au commerce barbare d'êtres humains, hommes et femmes de tous âges, qui sont utilisés dans leur pays ou qui sont obligés d'émigrer clandestinement dans la perspective illusoire d'une vie meilleure.

On ne peut différer de reconsidérer à frais nouveaux la question de la mondialisation économique, afin que les finalités de la réussite et du gain à tout prix soient remplacées par des objectifs plus humains et moralement plus valables, visant à augmenter – et cela serait possible avec les nouvelles technologies – le niveau de vie de nombreux peuples qui sont encore dépourvus des biens essentiels.

Vous avez plusieurs fois affirmé, Très Saint Père, que l'homme compte **COMME HOMME** pour ce qu'il est plus que pour ce qu'il a, et que la valeur humaine de la personne est en relation directe et étroite avec l'être et non avec l'avoir.

C'est pourquoi, Sainteté, nous nous en remettons à votre Magistère qui, loin des intérêts partisans et des tactiques découlant de rapports de force, peut longtemps encore stimuler, avec clarté et lucidité, les Responsables du bien commun à agir avec courage et avec une solidarité sincère au bénéfice de tous les peuples.

Dans votre récent pèlerinage à Ischia, en Italie, vous avez indiqué trois mots pour prendre le large après le grand Jubilé: ASCOLTA, ACCOGLI, AMA, (écoute, accueille, aime); habité par tout cela, je vous assure, Très Saint Père, de notre «*engagement permanent*» en vue de la construction pacifique d'une société meilleure, en vous renouvelant nos vœux les plus sincères pour cette Année nouvelle, qui marque votre vingt-cinquième anniversaire de Pontificat.

[00056-03.01] [Texte original: Français]

Sono 174 gli Stati che attualmente intrattengono relazioni diplomatiche piene con la Santa Sede. Nel corso del 2002, sono state stabilite relazioni diplomatiche con la Repubblica di Timor Est (il 20 maggio) e con lo Stato di Qatar (il 18 novembre). A questi 174 Stati vanno aggiunti le Comunità Europee ed il Sovrano Militare Ordine di Malta e due Missioni a carattere speciale: la Missione della Federazione Russa, retta da un Ambasciatore, e l'Ufficio dell'Organizzazione per la Liberazione della Palestina (OLP), guidata da un Direttore. Nel corso dell'anno 2002, la Santa Sede ha firmato Accordi con la Repubblica di Albania, la Repubblica Ceca, la Repubblica Slovacca e lo Stato Libero di Turingia (Germania). Ha proceduto inoltre allo Scambio degli strumenti di ratifica degli Accordi con la Lettonia, la Repubblica Slovacca e lo Stato Libero di Turingia (Germania). Nell'area Documentazione della Sala Stampa della Santa Sede nel Sito Internet della Santa Sede (www.vatican.va) sono elencati tutti i Paesi con i quali la Santa Sede ha rapporti diplomatici, nonché le Organizzazioni e gli Organismi Intergovernativi internazionali e regionali ai quali partecipa.[00055-01.01]
